

Militarisation de la Police et de la protection civile : En avant la sécurisation du pays

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

VENDREDI 07 OCTOBRE 2022

1196

Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



Conseil Supérieur de l'Administration pénitentiaire

Mieux gérer l'univers carcéral



... diabolisation du Burkina Faso : Mise en garde des USA contre une alliance avec Wagner



Démocratie : Une fondation changera-t-elle l'Afrique?



COVID 19

CORONA VIRUS

PROTEGEONS NOUS ET PROTEGEONS LES AUTRES

Suivi des actions de prévention et de riposte au

06 Oct.
2022

RESPECTONS LES MESURES BARRIÈRES



Porter le masque quand la distance de sécurité ne peut être respectée



Se laver les mains régulièrement



Tousser ou éternuer dans le coude



Respecter la distance de sécurité



Utiliser le gel hydro-alcoolique pour vous désinfecter les mains



Eviter de se serrer les mains



Eviter de se toucher le visage : la bouche, les yeux ou le nez

Echantillons testés

464

Nouveaux cas confirmés

03

Nouveaux guéris

17

Nouveaux décès

00

Au cours des dernières 24 H

VACCINATION

529 007 Vaccinations incomplètes

1 905 189 Vaccinations complètes

Bilan global de la situation du Covid 19

cas confirmés

32 692

Guéris

31 734

Décès

742

dont 137 font l'objet d'un suivi médical



MALIKILÉ

Sensibilisation

Ministère de la Santé et du Développement Social

P.13



P.17



P.25



/ Une /



Conseil Supérieur de l'Administration pénitentiaire : Mieux gérer l'univers carcéral

P.5

/ Brèves /



Afrique-France : Lancement d'une fondation pour la démocratie en Afrique
 Paix au Mali : Le SG de l'ONU rend hommage à l'Algérie en tant que chef de file de la médiation internationale
 Guinée équatoriale : Libération de 119 militants d'un parti d'opposition
 Économie : L'Algérie "révise" les prix du gaz avec son principal client en Espagne
 Burkina : Manifestation à Ouagadougou en soutien à Traoré
 CEDEAO : Les chefs d'état annulent le sommet de Dakar
 Démocratie : Une fondation changera-t-elle l'Afrique?

P.11

P.11

P.12

P.12

P.13

P.13

P.14

/ Actualité /



Militarisation de la Police et de la protection civile : En avant la sécurisation du pays
 Respect et promotion des droits de l'homme : La MINUSMA renforce les capacités des formateurs des FAMA

P.16

P.17

/ Politique /



Mali – Guinée : Une coopération consolidée
 Coups d'état en Afrique de l'ouest : " Le terrorisme a rendu secondaire l'agenda démocratique", constate le chercheur Francis Laloupo

P.21

P.22

/ Culture & société /



Entretien de la place Sankoré de Tombouctou : Les casques bleus au service de la cohésion sociale
 L'utilisation de fontaine d'eau, pour un environnement protégé

P.24

P.25

/ International /



Burkina : L'attaque de Gaskindé, catalyseur du coup d'État
 Politique : L'homme le plus riche du Lesotho veut devenir Premier ministre
 Début de diabolisation du Burkina Faso : Mise en garde des USA contre une alliance avec Wagner

P.26

P.27

P.28

/ Sport /



Casemiro : Son enfer à Man United à cause de Cristiano Ronaldo

P.29

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Édité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)**

Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)

Email : ampikile@gmail.com

Site Web : www.malikile.com

Contacts : +223 70 44 22 23

• **Gérant :** Moctar Sow

• **Redacteur en Chef :**

• **Rédaction Générale :** Moctar Sow, Karamako B. KEITA, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo, Malick wogo, Maffenin Diarra, Bokoum Abdoul Momini, Binadja Doumbia, Samba Moussa LY journaliste correspondant à Dakar

• **Service Commercial :** Youssouf Diarra

• **Secrétariat :** Fatou SISSOKO



**Aidez-nous à lutter
contre le Terrorisme
Contactez le Centre
d'appel « DÈMÉSO »**



**80001120
80001122**



**+223 98-17-36-45
+223 98-17-36-75**



**HALTE AU
TERRORISME
AU MALI**



Conseil Supérieur de l'Administration pénitentiaire : Mieux gérer l'univers carcéral

Pour la première fois au Mali, s'est tenue une session inaugurale du Conseil supérieur de l'Administration pénitentiaire et de l'Éducation surveillée. L'évènement, placé sous le patronage du ministre de la Justice et des Droits de l'Homme, a été présidé par le ministre, Mamoudou Kassogué le jeudi 6 octobre 2022 à son cabinet.

Cette cérémonie inaugurale s'est tenue en présence des représentants des ministères l'Administration Territoriale et de la Décentralisation, du ministre du Travail, de la Fonction publique et du Dialogue social, du Ministre de l'Économie et des Finances, du ministre de la Sécurité et de la Protection civile, du ministre de la Défense et des Anciens Combattants et les membre du Conseil Supérieur de l'Administration Pénitentiaire et de l'Éducation Surveillée.

Pour le ministre de la Justice, l'opérationnalisation du Conseil supérieur de l'Administration

pénitentiaire et de l'Éducation surveillée est un outil important de veille et d'impulsion politique et stratégique prévu par le statut des Fonctionnaires du Cadre de la Surveillance des Services pénitentiaires et de l'Éducation surveillée.

La tenue de cette session, première du genre, marque un évènement de haute importance pour le Département de la Justice et des Droits de l'Homme pour deux raisons fondamentales et marque de façon historique et indélébile l'administration pénitentiaire et l'éducation surveillée au Mali.

La première raison est d'ordre juridique, car il s'agit de la mise en œuvre effective des dispositions de la Loi n°2016-031 du 7 juillet 2016 portant statut des Fonctionnaires du Cadre de la Surveillance des Services pénitentiaires et de l'Éducation surveillée, prévoyant le Conseil Supérieur de l'Administration Pénitentiaire et de l'Éducation Surveillée dont le rôle est d'assister le Ministre chargé de la Justice dans le cadre de la réflexion sur la mission de service public de l'Administration Pénitentiaire.

La deuxième raison est d'ordre contextuel re-



lative aux mutations observées au niveau de l'Administration Pénitentiaire depuis un certain, et qui affectent positivement tous les segments du fonctionnement du service, des infrastructures aux procédures et méthodes de travail en passant par les normes relatives aux conditions de détention.

Ainsi, pour Mamoudou Kassogué, « **l'opérationnalisation du Conseil Supérieur vient renforcer le cadre institutionnel de l'Administration Pénitentiaire favorable à la poursuite des efforts de modernisation** » par un management qualitatif et des infrastructures adaptées.

En ce sens, le personnel du Cadre de la Surveillance des Services pénitentiaires et de l'Éducation surveillée dispose d'une mission qui s'articule autour d'un certain nombre d'attributions. Il s'agit, entre autres, de la mise en œuvre de la politique pénitentiaire dans l'ensemble des services et établissements, la participation au maintien de la sécurité publique et à la réinsertion sociale des détenus. C'est pourquoi, le ministre a fait savoir que le personnel constitue un maillon essentiel de la chaîne pénale.

« **Il intervient dans la chaîne judiciaire pour assurer l'effectivité de l'exécution des sanctions pénales. Il participe, à ce titre, au maintien de la sécurité publique** ».

Les spécificités et le statut autonome accordés à ce corps avec l'adoption de la Loi n°2016-031 du 7 juillet 2016 portant statut des Fonctionnaires du Cadre de la Surveillance des Services pénitentiaires et de l'Éducation surveillée porte « d'innombrables innovations ». Entre autres, il s'agit de l'institution d'un régime disciplinaire plus efficace pour sanctionner les manquements aux règles déontologiques, l'institution d'organes consultatifs pour assister à travers les avis et les rapports, l'autorité hiérarchique dans les choix stratégiques et les orientations nécessaires au bon fonctionnement de ce service.

Pour le ministre Kassogué « **L'évolution générale de la criminalité, autant que les mutations socio-économiques, a modifié le profil des personnes placées sous main de justice. L'administration pénitentiaire a non seulement pour rôle de les contrôler, mais aussi de les préparer à re-**

trouver leur place dans la société en limitant, dans la mesure du possible, les risques de récidive ».

L'article 42 de la loi n°2016-031 du 7 juillet 2016 portant statut des fonctionnaires du Cadre de la Surveillance des Services pénitentiaires et de l'Éducation surveillée dispose que, le ministre chargé de l'Administration pénitentiaire et de l'Éducation surveillée veille à l'application du statut applicable aux personnels de ce service assisté des organes consultatifs qui sont le Conseil supérieur de l'Administration Pénitentiaire et la Commission Administrative Paritaire...

Le ministre en charge de l'administration Pénitentiaire est saisi des projets de loi tendant à modifier le Statut des Fonctionnaires du Cadre de la surveillance de l'Administration Pénitentiaire et de l'Éducation Surveillée. Il est également saisi des projets de décret relatifs à la situation de l'ensemble des fonctionnaires et des projets de décret. Il est consulté sur les politiques de recrutement, de formation professionnelle, de perfectionnement et de déontologie. Enfin, le conseil émet des avis ou fait des recommandations.



Le Conseil Supérieur de l'Administration Pénitentiaire et de l'Education Surveillée joue un rôle éminemment important en matière de réformes dans le domaine de l'Administration pénitentiaire et de l'Education surveillée. En clair, au-delà de la simple prise de contact des membres, le Conseil Supérieur de l'Administration Pénitentiaire et de l'Education Surveillée examinera un certain nombre de textes à savoir le projet de loi portant modification de la loi n°2016-031 du 7 juillet 2016 portant Statut des Fonctionnaires, et le projet de décret portant modification du Décret n°2017-0468/P-RM du 12 juin 2021 fixant les modalités d'application de la Loi n°2016-031 du 7 juillet 2016 portant Statut des Fonctionnaires. Le ministre de la justice a également, dans son discours d'ouverture, souligné les avancées significatives réalisés avec d'importants investissements de l'État pour améliorer les conditions de détention au sein des différents établissements. Les nouvelles infrastructures pénitentiaires, parmi lesquelles figure en bonne place la Maison Centrale d'Arrêt de Bamako délocalisée à Kénioroba, réalisée à plus de 11 milliards de francs CFA, qui constitue une maison d'arrêt de référence dans la sous-région, le management qualitatif du service et le dévouement remarquable du personnel, ont

changé le visage de l'Administration Pénitentiaire au Mali.

Entre autres actions, on note les outils de gestion quotidienne du service, avec les technologies requises et l'élaboration des manuels, notamment en matière de droits de l'Homme en milieu carcéral, à partir de l'expertise nationale, la réhabilitation de presque la totalité

des centres de détention, l'amélioration des conditions d'alimentation et d'hygiène, la relance des activités de réinsertion et l'amélioration des conditions sécuritaires.

■ **Maffenin Diarra et Binadjan Doumbia**



■ Bacary Camara



Arène politique et diplomatique
 Toumani Djimé Diallo, Journaliste de renom, ancien Ambassadeur du Mali à Berlin et Paris. Il était à IBK, ce que l'écrivain français Denis Tillinac était à Chirac. En plus d'être une belle plume, Toumani Djimé Diallo était un grand ami d'IBK, une amitié empreinte d'une grande affectivité. C'était la seule personne qui pouvait parler à IBK en toute occasion, son influence sur le président était si grande que les « sherpas » du régime ont tôt fait de l'éloigner de son ami et confident en lui trouvant une belle planque diplomatique à Berlin et Paris. Vous connaissez la suite. Nommé secrétaire général de la présidence au lendemain du sacre présidentiel d'IBK, il a été remplacé par le titulaire de ce poste sous le régime disparu de Moussa Traoré.

Alors journaliste-reporter à l'Essor, j'ai eu le privilège de partager pendant plusieurs jours, la même voiture avec Toumani Djimé Diallo, alors très sémillant conseiller à la communication du premier ministre IBK, en compagnie duquel nous avons visité tous les cercles de la région de Kayes avec principalement au programme une conférence de cadres dans chaque cercle. Nous ne savions pas si le PM était un couche-tard, mais dans chacune de ses villes visitées, il était toujours le dernier à se réveiller après tous les membres de la délégation (plus d'une centaine de personnes) et Toumani était le seul (quel redoutable privilège) à le faire sortir des bras de Morphée. La même scène s'est répétée partout. A Nioro du Sahel, la pléthorique délégation a rendu une visite de courtoisie au chérif de Nioro et c'était à cette même occasion que IBK rencontrait pour la première fois ce grand "Mahométan" qui lui a prodigué ses bénédictions ainsi qu'à toute sa délégation.

A Bafoulabé, nous avons été témoin d'une scène pour le moins ahurissante, lorsque le PM a proprement congédié le représentant de l'Imam de Mahina (situé à un jet de pierre) venu solliciter auprès de l'État quelques subsides pour la nouvelle Mosquée en construction. Nous étions nombreux à regretter cette bourde d'IBK et en premier lieu Toumani Djimé Diallo qui en a pris bonne note. Après la belle randonnée Kayésienne, nous avons mis le cap sur Gao ou la ville de Ménaka a bouclé notre mémorable tournée.

B.CAMARA, Journaliste.



■ Papou Ka Papou



Quand ils achètent voiture net Ko"rassemblement des anciens du lycée" JE VIENS PAS !!

■ Drissa Niono



Dernière infos: Le Maouloud reprogrammé au stade 26 Mars.



■ FEMAFOOT



ENFIN! Les rencontres de samedi et dimanche se joueront au Stade du 26 mars. (LE MINISTRE DES SPORTS MOSSA AG ATAHER)

■ Libre info



[#BURKINA_CULTURE]« L'album «Tigritude» est un hymne, une invite à l'action, à la résilience tout simplement. Nous n'avons pas que le contexte sécuritaire. Il y a aussi le côté alimentaire et sanitaire. La chanson Tigritude est, pour moi, l'occasion d'envoyer un message de résilience

et de cohésion sociale. C'est aussi ça, les grands défis » déclare l'artiste slameur burkinabè Seydou Batoro alias Donsharp De Batoro .



■ Awa Sylla

Pendant ce temps ils ont fait l'effort de payer 5 mois à ceux qu'ils doivent presque 2 ans. Hum



Le compromis c'est bon mais l'état du gazon entre premier match et maouloud le second match sera difficile. Je dis ça je dis rien.

■ Yeah Samake

CHERS AMIS,

Au nom de la Fondation Empower Mali, je souhaite une bonne rentrée scolaire à la toute première promotion du tout premier jardin d'enfants public de #Badalabougou financée par la JP's Peace, Love & Happiness Foundation

Rappelons nous toujours que #DIRIGERCESTSERVIR



■ Adam Dicko

« Un corps très décrié mais utile

Un coup de semonce sur la tête des policiers, c'est ce à quoi ressemble l'adoption de ce projet de texte et de surcroît presque en catimini, qui plus est, au lendemain du 04 octobre (Journées de la Police) et après les renouvellements des bureaux de syndicat des Officiers et des Commissaires. Le sen-



timent partagé par beaucoup de policiers est que la démarche n'a pas été inclusive et démocratique. C'est comme si les concernés n'ont pas eu droit à la parole.

En effet, sur le rapport du Ministre de la Sécurité et de la Protection civile, le conseil des Ministres tenu hier 04 octobre 2022 a adopté un projet de loi portant militarisation de la Police nationale et de la Protection Civile. L'argumentaire sécuritaire et les attentes de certains maliens lors des Assises Nationales de la Refondation sous-tendent ce choix. En théorie, ce projet doit passer devant le CNT, l'organe législatif de la transition pour approbation avant d'être publié dans le Journal Officiel. Il est reproché, par moment et par endroit, à la Police Nationale :

- la prolifération du nombre de syndicats (14 syndicats actifs) ;
- l'accentuation des attitudes peu orthodoxes (des directeurs généraux, nationaux et hauts gradés du corps parfois menacés et pourchassés par des policiers mécontents, des policiers en cortège dans les rues de la capitale, le refus d'obtempérer à l'ordre hiérarchique. On se souvient de la mutinerie contre le Général DIAKOURAGA, Directeur national d'alors, de la chasse aux sorcières contre le Commissaire Tidiane COULIBALY, syndicaliste, etc.) ;
- un corps de sécurité transformé en un corps de spoliation et de brigande par le fait de certains policiers. Pas tous, il y a quelques intègres et assidus mais au demeurant, de marginaux sécants. Cette attitude confère à la Police un statut de corps corrompu (différentes enquêtes et études).

L'équation demeure entière

Les modalités d'application de cette militarisation sont attendues par les concernés d'abord. Quand on sait que des grades tels que Commissaire, Inspecteur, et Commandant doivent-ils être transposés à la lumière de ceux de l'armée et les avantages y afférents.

Comment rester aussi proche de la population et agir en militaire ? Comment rompre avec des pratiques malsaines vieilles et érigées en monde d'opération à certains égards par la hiérarchie-elle-même ? La militarisation est-elle un gage suffisant pour plus d'éthique et de morale chez l'agent de police ?

Comment moraliser les irrégularités et la mafia qui entacheraient-elles le processus de recrutement dans ce corps (pas le seul d'ailleurs, aucun corps d'uniforme ne déroge à cela) si la gouvernance au sens large du terme, n'est pas à tout bout du champ, endossée sur le mérite et l'excellence ?

Comment convaincre les partenaires au développement de continuer à soutenir la Police et la Protection civile en termes de formation et d'équipement en dépit de leur militarisation ?

Autant de questions en suspens dont auxquelles il faut y apporter des éléments de réponse probants.

En effet, la militarisation de la police nationale et de la protection civile pourrait être perçue comme un soutien aux efforts de sécurisation des personnes et de leurs biens dans les zones de conflits. Elle contribuerait aussi à faciliter le retour de l'administration et des services essentiels pour amorcer la stabilisation et le développement selon les concepteurs du présent projet. Mais cette militarisation

mérite d'être encadrée pour réduire au maximum les menaces à la liberté et aux droits fondamentaux. Elle exige surtout de créer les conditions idoines de formation et d'équipement de ces forces dans leurs nouvelles missions. Elle requiert aussi des populations et de tous les segments de la société une plus forte collaboration avec les forces de défense en vue de venir à bout des groupes armés terroristes.

Au niveau institutionnel, cette militarisation signifie également le regroupement des deux ministères (défense et anciens combattants et celui de la sécurité et de la protection civile) en un seul. Cela est un défi réel tant en termes d'apprentissage de vie commune (entre policiers, sapeurs-pompiers et militaires) mais de conception de documents de politique et autres programmes spécifiques.

Entre Inquiétudes et Espoirs

À propos des Recommandations des Assises Nationales de la Refondation- ANR, il fallait édifier sur les motivations réelles. Est-ce à cause du « désordre syndical » par exemple ? Sinon, les policiers et la Police sont sur le « terrain de la défense » du pays. Les Autorités devaient tout simplement décider, par exemple, une suspension des activités syndicales à la Police pendant une période de dix(10) ans au regard du contexte sécuritaire. Ce laps de temps aurait permis une transition pour un retour de la discipline.

Sur la militarisation ou la remilitarisation, le débat doit être ouvert : la pertinence, les tenants et aboutissants, etc. Il ne faut pas être dans les souvenirs ou être nostalgique d'un certain temps passé. 2022 n'est pas 1980 ou 1990. La Police à une identité qu'elle entend garder. Cela peut-il s'accommoder avec une militarisation ? Comme disent les Anglo-Saxons « The future will tell us ».

Certains analystes estiment que la Défense doit accepter de laisser la Police évoluer vers une approche « sécurité intérieure », c'est à dire avec un basculement sur l'administration territoriale.

Qu'est-ce que le Ministère de la sécurité va devenir avec des policiers militarisés ? Un deuxième Ministère de la défense ? Est-ce nécessaire? L'autre casse-tête, la transposition des policiers dans les grades militaires comme indiquée supra ! »

Aly Tounkara

Dr Aly TOUNKARA, Expert Défense et Sécurité au Centre des Études Sécuritaires et Stratégiques au Sahel(CE3S).



■ Daouda Bakary Kone



Le Mali mobilise 33 milliards de FCFA sur le marché financier de l'umo

■ Abdoul MBAYE



Comme en 2018 avant 2019, le budget 2023 est annoncé social avant l'élection présidentielle de 2024. Comprendre de gaspillage électoral. Les tournées aux frais du contribuable ont déjà été annoncées. Macky Sall se mettrait en campagne précipitant le Sénégal vers d'énormes risques

■ Serge Daniel



#Mali-Police-Armée/Au conseil des ministres de ce 5/10/, le gouvernement malien a adopté un projet de loi portant militarisation de la police et de la Protection civile, "au regard de la situation sécuritaire", et " des défis multiples auxquels les forces de sécurité font face".

#Mali-Togo-Côte d'Ivoire-Visite-Militaires/D'après mes informations de ce 6/10/, Faure Essozimna Gnassingbé,Président du Togo et Médiateur en chef entre le Mali et la Côte d'Ivoire dans le dossier des 46 militaires ivoiriens détenus à Bamako est attendu à Abidjan pour une visite.

■ Macky Sall



J'ai appris avec émotion le décès de El hadj Daouda Faye Vava, ancien ministre des sports et ancien maire. Je rends hommage à un homme exceptionnel et à une grande figure du sport. À sa famille et au monde du sport, je présente mes condoléances les plus attristées.

■ Aïssata Ly



Ok la CI a 46 soldats détenus au Mali. Pk leurs identités ne sont pas connues des ivoiriens eux même? N'ont-ils pas de familles en CI? Ne pouvez-vous pas faire des cris de cœur sur les RS avec leurs images et vidéos? Pk donc? Trop de questions dans ma tête

■ Wassim Nasr



#Mozambique les attaques de l'#EI contre les villages chrétiens se font systématiques dans le #CaboDelgado // sur une des photos une personne se fait décapiter

Afrique-France : Lancement d'une fondation pour la démocratie en Afrique



Une fondation pour la démocratie en Afrique, dont le principe avait été décidé il y a un an lors du sommet Afrique-France à Montpellier, a été lancée officiellement jeudi à Johannesburg et sera présidée par le philosophe sénégalais Souleymane Bachir Diagne.

Le président français Emmanuel Macron avait annoncé en octobre 2021 la création d'un fonds d'innovation avec une "gouvernance indépendante", pour aider les "acteurs du changement" sur les questions de gouvernance et de démocratie. Sa dotation a été accrue à 50 millions d'euros sur cinq ans.

Ce fonds, qui a ensuite pris la forme de cette fondation, était l'une des principales propositions de l'intellectuel camerounais Achille Mbembe, penseur majeur du postcolonialisme, chargé de préparer le sommet. M. Mbembe, qui enseigne à l'université de Witwatersrand à Johannesburg où la fondation siège, fait partie de son conseil d'administration, précise un communiqué de la fondation, qui aura aussi trois antennes régionales en Afrique ainsi qu'à Marseille.

"Ses programmes et outils seront dédiés à un large public, des chercheurs aux artistes, des entrepreneurs sociaux aux gestionnaires d'ONG qui sont actifs dans le domaine de la démocratie", explique M. Diagne dans ce texte.

Elle se donne pour mission de "créer des outils, des ressources, pour accompagner les luttes au niveau local", a précisé dans la soirée M. Mbembe lors d'un point-presse, pour "libérer l'énergie, la puissance, qui existent en Afrique" et qui se trouvent parfois "bridées" par des institutions ou des régimes autocratiques.

La fondation répond à un besoin de "recherche ouverte sur l'action" pour mettre en réseau des acteurs et "qu'ils ne se sentent pas isolés". "On veut répondre collectivement, construire depuis le bas", a-t-il ajouté, précisant que serait annoncée en mars "la liste de collectifs qui seront financés, mis en réseau".

Si la France finance son démarrage, la fondation n'est "pas francophone, mais panafricaine au-delà des découpages hérités de la colonisation". Elle n'a pas vocation à se mettre "au service de l'influence française" en Afrique, ni à aider à "réduire le sentiment antifrçais" qui y existe, a insisté le chercheur.

Les gouvernements successifs de la Vème république en France ont conduit, selon lui, à une "impasse". "Un cycle historique se clôt. Le ca-

Paix au Mali : Le SG de l'ONU rend hommage à l'Algérie en tant que chef de file de la médiation internationale



NEW YORK (Nations unies) – Le Secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres a rendu hommage à l'Algérie en tant que chef de file de la médiation internationale, pour son engagement en faveur de la paix au Mali.

Je rends hommage à l'Algérie, en tant que chef de file de la médiation, pour son engagement en faveur de la paix au Mali, et salue les résultats de la dernière session du Comité de suivi de l'Accord", lit-on dans le paragraphe 83 du dernier rapport du Secrétaire général de l'ONU sur le Mali soumis au Conseil de sécurité.

La 6e réunion de haut niveau du Comité de suivi de la mise en œuvre de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation au Mali issu du processus d'Alger (CSA), s'est tenue début septembre à Bamako, sous la présidence du ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ramtane Lamamra.

Les participants à la réunion ont plaidé pour le renforcement de l'appui de la communauté internationale au processus de parachèvement de l'application de l'Accord de paix au Mali.

Source : APS

dvre gît, il est peut-être encore brûlant, mais il est bien mort", a ajouté M. Mbembe. "Beaucoup d'Africains pensent encore que la France est toute puissante, ce n'est plus vrai".

Pour sortir de l'impasse, il faut dialoguer, a-t-il plaidé. "Je souhaite que les Africains soient courageux et qu'ils discutent d'égal à égal avec la France".

"Il ne faut pas être naïfs, chacun défend ses intérêts", a mis en garde Marie-Yemta Moussanang, enseignante à Sciences-Po Paris, lors du point-presse. "Il y a un néocolonialisme, il existe. Mais il n'y a pas seulement des questions d'influence ou de prédation", a-t-elle ajouté, soulignant la "multiplicité de liens" entre l'Afrique et la France.

AFP

Guinée équatoriale : Libération de 119 militants d'un parti d'opposition



Les autorités en Guinée équatoriale ont annoncé jeudi la libération de 119 militants d'un parti d'opposition arrêtés par la police lors d'un assaut de son siège qui avait fait cinq morts.

Les forces de sécurité équato-guinéennes avaient attaqué la semaine dernière à Malabo le siège du parti d'opposition Citoyens pour l'avenir (CI), dissout en 2018. Cette opération a conduit à l'arrestation de 150 sympathisants, dont celle du leader du parti, Gabriel Nse Obiang. Ce dernier avait refusé de répondre à une convocation judiciaire liée à une enquête sur un projet d'attentat que le gouvernement prétendait avoir déjoué. "Nous avons reçu l'instruction de son excellence le président de la République de libérer les militants", dont 53 résident à Malabo et 66 à Bata, la capitale économique, a déclaré à la télévision d'Etat (TVGE) Santiago Edu Asam, secrétaire général du ministère de la sécurité.

Aucune charge n'a été retenue contre eux et entre "53 et 55 personnes", dont le leader du parti, sont encore détenues, a-t-il ajouté. "Si le président a pardonné ces gens, c'est en raison de son humanisme et parce qu'il est un partisan de la paix", a-t-il affirmé.

Le ministère de la sécurité avait indiqué mardi dans un communiqué que "les forces de sécurité ont employé des moyens non létaux" lors de l'assaut contre le siège du CI, ajoutant que "quatre militants" sont morts par "inhalation de gaz lacrymogènes", ainsi qu'un policier au cours de l'opération. Ce ministère a ajouté que le siège du parti abritait 200 personnes "séquestrées", dont "des femmes enceintes, des enfants et des personnes âgées" tout en accusant M. Nse Obiang de préparer une insurrection le 3 novembre pour le lancement de la campagne électorale. L'ONG de défense des droits humains, Somos+ Sociedad civil, a "condamné" cet assaut, dénonçant un "terrorisme d'Etat", selon un communiqué publié jeudi. L'ONG a également réclamé une "enquête indépendante". A 80 ans, le président Teodoro Obiang Nguema Mbasogo, qui détient le record mondial de longévité à la tête d'un Etat pour un dirigeant encore vivant, hors monarchies, a annoncé le 23 septembre qu'il brigait un sixième mandat après avoir dirigé d'une main de fer ce petit pays d'Afrique centrale riche de ses hydrocarbures 43 années durant. Le parti Citoyens pour l'avenir avait ravi un siège sur les 100 à l'Assemblée nationale aux législatives de 2017, les 99 autres revenant au Parti Démocratique de Guinée Équatoriale (PDGE) de M. Obiang, parti unique jusqu'en 1991.

Mais ce parti d'opposition avait été interdit et dissout quelques mois plus tard, en février 2018. Le domicile de M. Nse Obiang faisait office de QG du parti, malgré son interdiction.

Ancien directeur de cabinet militaire du chef de l'Etat, M. Nse Obiang menaçait ces derniers jours de descendre dans la rue avec ses militants

Économie : L'Algérie "révisé" les prix du gaz avec son principal client en Espagne



Le groupe public algérien des hydrocarbures Sonatrach a annoncé jeudi avoir signé un contrat avec son principal client en Espagne, Naturgy, pour "réviser" les prix du gaz qu'il lui fournit.

La nature de cette "révision" n'a pas été précisée mais Sonatrach a évoqué ces derniers mois, dans un contexte de crise diplomatique entre Alger et Madrid, une hausse des prix de son gaz vendu à l'Espagne.

Cette décision a été annoncée au moment où les cours ne cessent de grimper en raison des perturbations dans l'approvisionnement de l'Europe en gaz russe en raison de la guerre en Ukraine, pays envahi par la Russie. "Sonatrach et son partenaire Naturgy ont convenu de réviser les prix des contrats de fourniture de gaz à long terme existants à la lumière de l'évolution du marché, assurant ainsi l'équilibre de leurs contrats sur une base gagnant-gagnant", a indiqué la compagnie algérienne dans un communiqué.

L'accord a été signé à Alger par le PDG de Sonatrach, Toufik Hakkar, et son homologue de Naturgy, Francisco Reynes Massanet.

Naturgy est le principal acheteur espagnol de gaz algérien. Le groupe espagnol est actionnaire à quasi parité (49%/51%) avec Sonatrach du pipeline Medgaz, qui relie directement l'Espagne aux champs gaziers algériens. Selon Enagas, gestionnaire du réseau gazier espagnol, l'Algérie était en août le deuxième fournisseur de gaz de l'Espagne (24%) derrière les Etats-Unis (26,5%) et devant le Nigeria (15,3%).

La part du gaz algérien dans les importations espagnoles a fortement baissé ces derniers mois, tandis qu'elle représentait il y a peu encore 50% de ses importations. Cette baisse est survenue sur fonds de graves tensions entre Alger et Madrid. Le gouvernement algérien est très remonté contre l'Espagne depuis que le gouvernement du socialiste Pedro Sánchez a décidé, en mars, de soutenir le plan d'autonomie marocain pour le Sahara occidental, afin de mettre fin à près d'un an de crise diplomatique entre Madrid et Rabat. En réaction à cette volte-face dans la position traditionnellement neutre de Madrid, les autorités algériennes ont suspendu début juin un traité de coopération avec l'Espagne. La question du Sahara occidental, ancienne colonie espagnole considérée comme un "territoire non autonome" par l'ONU, oppose depuis des décennies le Maroc -qui en contrôle 80%- aux indépendantistes du Front Polisario, soutenus par Alger.

AFP

si le gouvernement ne lui permettait pas de participer aux élections législatives et présidentielle du 20 novembre.

AFP

Burkina : Manifestation à Ouagadougou en soutien à Traoré

Plusieurs centaines de jeunes burkinabè ont manifesté jeudi après-midi à Ouagadougou pour soutenir le nouvel homme fort du pays, le capitaine Ibrahim Traoré, après des rumeurs de contestations internes à l'armée, a constaté l'AFP. Les manifestants, agitant de nombreux drapeaux russes et burkinabè, se sont réunis en début d'après-midi devant le siège de la radiotélévision nationale RTB en centre-ville.

Ils ont dit être sortis spontanément pour défendre le capitaine Traoré contre des "officiers généraux" qui voudraient le destituer.

"Nous avons appris que les généraux sont en concertation pour nommer l'un d'entre eux à la place du capitaine Traoré. Ça ne passera pas! Ni aujourd'hui, ni demain", selon Amadou Congo, commerçant.

Ibrahim Traoré a renversé vendredi le lieutenant-colonel Paul-Henri Sandaogo Damiba, lui-même arrivé au pouvoir par la force en janvier.

Ce dernier s'était d'abord opposé à sa destitution après la déclaration du putsch vendredi soir, avant de finalement démissionner et quitter le pays dimanche soir. Des rumeurs ont depuis couru à Ouagadougou sur une présumée division au sein de l'armée entre d'une part les officiers subalternes dont le capitaine Traoré porterait les aspirations, et d'autre part les haut-gradés de l'armée, dont le lieutenant-colonel Damiba faisait partie. Après environ une heure de rassemblement, un militaire est venu rassurer les manifestants en verve, les assurant que "ce qui est en train d'être dit, pour telle ou telle chose, ce n'est pas cela, on se calme". Le gouvernement a démenti en fin d'après-midi "des informa-



tions qui circulent depuis ce matin sur les réseaux sociaux (faisant état de généraux en réunion à l'état-major et des véhicules militaires qui descendraient" sur Ouagadougou.

"Ces informations sont infondées", selon le communiqué signé du secrétaire général du ministère de la Communication, reçu par l'AFP.

Le calme est progressivement revenu au Burkina Faso après le putsch de vendredi et le week-end agité qui s'en est suivi.

Les nombreux drapeaux russes brandis ont mis au centre du coup d'Etat la question de la lutte d'influence entre l'ancien colon français et la Russie. Le capitaine Traoré, jusqu'alors président de la junte militaire qui avait porté au pouvoir Damiba et dont il a pris la place, a été officiellement désigné président mercredi soir.

AFP

CEDEAO : Les chefs d'état annulent le sommet de Dakar

La réunion de l'organisation, prévue le 14 octobre et censée être consacrée en grande partie à la situation au Burkina Faso, n'aura finalement pas lieu. La réunion extraordinaire de la CEDEAO, prévue à Dakar le 14 octobre, est annulée. Les chefs d'État se retrouveront donc comme prévu lors de leur sommet ordinaire, en décembre, à Abuja. Selon des sources proches d'Umaro Sissoco Embaló, le président en exercice de l'organisation ouest-africaine, ce dernier souhaite en faire un rendez-vous d'importance, auquel seront invités de nombreux présidents, y compris extérieurs à la sous-région, ainsi que le dirigeant de la Banque mondiale, David Malpass.

Issoufou chez Traoré

L'ordre du jour devait être consacré au Mali, à la Guinée et en particulier au Burkina Faso. Une mission de la CEDEAO s'était en effet rendue à Ouagadougou, le 4 octobre, conduite par le président de la Commission, Omar Aliou Touray et Mahamadou Issoufou. À cette occasion, l'ancien président nigérien s'est entretenu avec le capitaine Ibrahim Traoré, qui lui a expliqué les raisons du putsch ayant visé le lieutenant-colonel Paul-Henri Sandaogo Damiba. La junte burkinabè a également témoigné de sa volonté de respecter les engagements pris sous l'ère Damiba, à savoir la tenue d'une élection présidentielle en mai 2024. « Ils ont compris que c'est le même mouvement [Le Mouvement patriotique pour la



sauvegarde et la restauration, MSPR] qui a opéré un changement en interne. Nous sommes passés à l'acte, car celui qui portait nos idéaux nous a trahis », explique un témoin de la rencontre.

Le nouvel homme fort du Burkina Faso et sa garde rapprochée ont par ailleurs entamé des concertations tous azimuts avec les acteurs politiques et les partenaires extérieurs. Dans une note verbale, le protocole d'État a informé les chefs de missions diplomatiques et des organisations internationales qu'ils étaient conviés le 7 octobre à une rencontre avec Ibrahim Traoré. Alors que la situation revient progressivement au calme, la capacité des nouvelles autorités à contenir les manifestations hostiles à la CEDEAO et à la France cristallise les inquiétudes.

JA

Démocratie : Une fondation changera-t-elle l'Afrique?

Une fondation pour la démocratie en Afrique, dont le principe avait été décidé lors du sommet Afrique-France à Montpellier, a été officiellement lancée hier, jeudi 6 octobre 2022, à Johannesburg, en Afrique du Sud. Elle sera présidée par le philosophe sénégalais Souleymane Bachir Diagne.

Le président français Emmanuel Macron avait annoncé en octobre 2021, la création d'un fonds d'innovation avec une "gouvernance indépendante", pour aider les "acteurs du changement" sur les questions de gouvernance et de démocratie.

Sa dotation a été accrue à 50 millions d'euros sur cinq ans. Ce fonds qui a ensuite pris la forme d'une fondation, figurait parmi les principales propositions de l'intellectuel camerounais Achille Mbembe, penseur majeur du post-colonialisme. M. Mbembe, qui enseigne à l'université de Witwatersrand à Johannesburg où la fondation siègera, fera partie de son conseil d'administration, précise un communiqué de la fondation

qui a statut d'ONG.

Elle aura aussi trois antennes régionales en Afrique ainsi qu'à Marseille, précise ce texte. "Nous sommes fiers d'accueillir cette initiative africaine pour une réflexion collective et innovante, soutenant les dynamiques endogènes dans le domaine de la démocratie en Afrique", affirme Zebulon Vilakazi, vice-chancelier de l'Université de Witwatersrand. Elle " vise à mettre en relation la jeunesse africaine de tous horizons (...) Ses programmes et outils seront dédiés à un large public, des chercheurs aux artistes, des entrepreneurs sociaux aux gestionnaires d'ONG qui sont actifs dans le domaine de la démocratie", explique M. Diagne, professeur à l'université américaine de Columbia, dans ce communiqué. M. Mbembe, pour préparer le sommet de Montpellier, avait lancé une soixantaine de "dialogues" sur plusieurs mois dans douze pays africains, sur des thèmes comme la santé, le climat, le colonialisme, l'égalité, la démocratie.

La question qui se pose aujourd'hui est de savoir si, après l'échec de l'enracinement de la démocratie notamment en Afrique francophone, une simple fondation – dont les propositions ne seront guère contraignantes – pourrait y remédier ? Wait and see !

Binadjan Doumbia





Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite (OCLEI)

BON A SAVOIR

■ C'EST QUOI L'ENRICHISSEMENT ILLICITE ?

L'enrichissement illicite est :

- l'augmentation substantielle du patrimoine d'un agent public sans rapport avec ses revenus légitimes, ou
- le train de vie que mène cet agent sans rapport avec ses revenus légitimes.

■ C'EST QUOI LA DÉCLARATION DE BIENS ?

La déclaration de biens est la liste détaillée des revenus et des biens qui appartiennent à un agent public, transmise par cet agent aux autorités compétentes pour analyse et exploitation conformément à la loi.

■ QUI DOIT FAIRE LA DÉCLARATION DE BIENS ?

La déclaration de biens concerne les personnalités suivantes : présidents d'institution, ministres et assimilés, présidents et membres des autorités administratives indépendantes, députés ou maires, autres ordonnateurs ou comptables publics, directeurs généraux, présidents d'établissement public, directeurs généraux, nationaux ou régionaux des services de l'Etat, magistrats, chefs d'état-major des armées, responsables de la passation de marchés publics, responsables des services financiers, d'assiette ou de recouvrement.

Les personnalités concernées sont environ 8 000.

■ OÙ FAIRE SA DÉCLARATION DE BIENS ?

La déclaration de biens est faite auprès du président de la Cour suprême. En retour, cette autorité délivre un récépissé à l'auteur de la déclaration de biens.

■ QUELS SONT LES REVENUS ET BIENS À DÉCLARER ?

- les revenus : salaires, indemnités, primes, autres accessoires de salaires, héritages, libéralités légalement reçues ;
- les biens meubles : véhicules, meubles et bijoux de valeur, objets d'art, comptes bancaires, argent en espèces, actions, parts sociales,
- les biens immeubles : maisons d'habitation, immeubles commerciaux ou professionnels, champs, vergers, animaux, terrains nus.

Tous les revenus et biens doivent être déclarés, qu'ils soient situés au Mali ou à l'extérieur.

■ QUELLES SONT LES PIÈCES JUSTIFICATIVES DE LA DÉCLARATION DE BIENS ?

Les revenus et les biens déclarés doivent être soutenus par des pièces justificatives comme les titres fonciers, les lettres d'attribution, les concessions rurales, les concessions urbaines, les relevés de comptes bancaires, etc.

■ QUAND FAIRE SA DÉCLARATION DE BIENS ?

La déclaration de biens doit être faite par l'agent public concerné :

- au début de la fonction ou du mandat qui crée l'obligation de déclaration de biens ;
- chaque année, au plus tard le 31 décembre ;
- à la fin de la fonction ou du mandat.

Le formulaire de déclaration de biens est téléchargeable en cliquant

www.oclei.ml

<https://www.facebook.com/Office-Central-de-Lutte-Contre-l-Enrichissement-Illicite>

Militarisation de la Police et de la protection civile : En avant la sécurisation du pays

Au Mali, le bateau de la refondation commence à prendre le large. Les autorités de la transition sont déterminées à revoir l'un des principaux moyens d'action de l'exécutif. Dans ce cadre, le gouvernement, lors du Conseil des ministres du mercredi 5 octobre 2022, a adopté un projet de loi portant militarisation de la police nationale et de la protection civile. Une décision dotée avec des mécanismes et des garde-fous, qui devraient permettre de réduire considérablement la marge de manœuvre de ceux qui avaient fait du syndicalisme leur cheval de bataille. Désormais, finies les grèves interminables au niveau de la police et de la protection civile. Cette décision, selon les autorités, concourt à la réalisation des objectifs de la Refondation. Avec la claire volonté d'améliorer le sort d'un corps, constamment en contact avec la population.



La décision qui a attiré l'attention de l'ensemble de la population, lors du Conseil des ministres du mercredi 05 octobre, est la militarisation de la Police et de la Protection civile.

Sur le rapport du ministre de la Sécurité et de la Protection civile, le Conseil des Ministres a adopté un projet de loi portant militarisation de la Police nationale et de la Protection civile.

Selon le communiqué du Conseil des ministres, c'est au regard de la situation sécuritaire et des défis multiples auxquels les forces de défense font face, qu'il a été souverainement recommandé lors des Assises nationales de la Refondation de militariser la Police nationale. Le projet de loi adopté consacre la militarisation de la Police nationale et de la Protection civile. Cette militarisation permettra de déployer la Police nationale dans les zones

conquises par l'Armée afin d'y assurer la sécurité des populations et de leurs biens et empêcher le retour des forces du mal.

Elle est étendue à la Protection civile qui



constitue le deuxième segment du Ministère de la Sécurité et de la Protection Civile, avec la Police Nationale, pour permettre de couvrir l'arrière des forces engagées au combat en vue de préserver les acquis et sécuriser l'Administration et les populations.

Sur cette base, les fonctionnaires de la Police nationale et de la Protection Civile engagés en opération bénéficieront des mêmes avantages que les autres militaires.

Cette militarisation de la Police nationale et de la Protection civile concourt à la réalisation des objectifs de la refondation de l'Etat.

Face à la menace sécuritaire qui pèse sur la tête des maliens comme une épée de Damoclès, il est impérieux de s'adapter à la réalité du terrain. Le territoire malien, en effet, est très vaste. S'imposent donc un bon maillage territorial et une réorganisation du dispositif militaire, dans le but de faire face au contexte sécuritaire.

La montée en puissance des forces armées et de défense mérite d'être soutenue par des actions efficaces. Cette décision de militarisation de la Police et de la Protection civile permettra de faciliter le retour de l'administration sur l'ensemble du territoire. Les autorités transitoires doivent aller loin, en envoyant un nombre important de policiers et des agents de la protection civile dans les zones conquises par les forces armées. Une présence accrue des porteurs d'uniformes produira des résultats probants. Car, en effet, rien ne doit entacher la lutte implacable enclenchée contre les terroristes qui sont en débâcle actuellement.

■ Ibrahim Sanogo

Respect et promotion des droits de l'homme : La MINUSMA renforce les capacités des formateurs des FAMA



Une formation des formateurs sur les droits de l'homme, le droit international humanitaire et sa méthodologie d'enseignement a été dispensée aux Forces armées maliennes (FAMA) du 26 au 27 septembre 2022. Cette formation mise en place à la demande de l'Etat-major général des armées du Mali, a été organisée par la MINUSMA. Elle s'inscrit dans le cadre du projet de renforcement de la coopération entre la Mission onusienne et les Forces de défense et de sécurité maliennes (FDSM) lancé en février 2022. Les méthodes pour mener des enquêtes ou encore la préparation et l'organisation d'une for-

mation en droits de l'homme étaient parmi les principaux modules au programme pour les 18 participants, provenant de services techniques de l'Etat-Major général des Armées. Formés pour établir un pool de formateurs experts, ils sont aussi familiarisés à la politique de diligence voulue en matière de droits de l'homme. Celle-ci énonce les principes et les mesures visant à intégrer les droits de l'homme dans le soutien apporté par les Nations Unies aux forces de défense et sécurité non-onusiennes. Les techniques d'enseignement du droit international et des droits de l'homme étaient aussi au menu des modules enseignés. Le droit in-

ternational humanitaire n'a pas été en reste non plus.

À la clôture de cette formation menée par la MINUSMA en coopération avec la Commission Nationale des Droits de l'Homme (CNDH) de la République du Mali, les nouveaux formateurs ont déclaré avoir de meilleures connaissances qui leur permettront désormais de développer un curriculum pour les futures formations en droits de l'Homme. « Sa [la thématique des droits de l'Homme] compréhension va nous permettre de mieux nous approprier les techniques nécessaires pour l'amélioration de nos compétences et connaissances utiles, en vue

de transmettre ce savoir » a indiqué le porte-parole des nouveaux formateurs, le Sous-lieutenant Daba TRAORÉ.

La solution : œuvrer ensemble

Tenue à Ségou, cette formation qui contribue au renforcement des capacités des Forces de défense et de sécurité, n'est pas une première. Il s'agit de la douzième formation de ce type à l'endroit des Forces de défense et de sécurité du Mali.

« La formation va renforcer le dialogue sur des questions critiques de droits de l'homme et différentes allégations, en vue de trouver des réponses appropriées. Elle vise aussi à former les formateurs des FAMA eux-mêmes pour qu'ils puissent conduire des formations pour leurs pairs. Cela demande une méthodologie particulière, des techniques appropriées parce qu'il ne s'agit pas seulement de formations théoriques mais aussi pratiques pour permet-

tre à ses formateurs lorsqu'ils vont sensibiliser ou former les autres éléments des FAMA, d'intégrer la dimension des droits de l'homme dans la conduite de leurs opérations et aussi à adresser les différents défis auxquelles les FAMA se retrouvent confrontés quotidiennement surtout dans les opérations de lutte contre le terrorisme», souligne Guillaume NGEFA, Directeur de la Division des Droits de l'homme et de la Protection de la MINUSMA (DDHP). Pour lui, « il s'agit là d'un pan important de la mise en œuvre du Mandat de la MINUSMA, surtout le renforcement des capacités des Forces de défense et de sécurité.

Une formation dont les bénéficiaires vont aux populations

« Il est important de rappeler que les enseignements issus de ce séminaire profitent principalement à la population malienne, y compris les Forces de défense et de sécurité

et de plein droit à toute personne résidant sur le territoire malien, » a indiqué le Président de la Commission Nationale des Droits de l'Homme (CNDH), Aguibou BOUARÉ aux participants.

Pour sa part, le représentant du Chef d'État-major général des Armées, le Colonel Youssouf Oumar CISSÉ, a exprimé la gratitude du commandement militaire pour les actions de renforcement des capacités et la formation des instructeurs sur les droits de l'Homme au sein des FDSM.

Ces nouveaux formateurs faciliteront l'enseignement des droits de l'homme dans les centres de formation militaires au profit des sous-officiers et soldats, à Bamako et dans les régions. La phase suivante du projet consistera à appuyer ces formateurs pour l'organisation et l'animation d'autres sessions sur le terrain.

Source : Minusma





Bientôt la rentrée académique 2022-2023



Apprendre pour réussir sa vie et dans la vie et servir l'humanité
Passez une année universitaire subliminale avec UCAO-UUBa

Université Catholique de l'Afrique de l'Ouest
Unité Universitaire à Bamako



Hamdallaye - porte 85 - Rue 109
BP E4165 Bamako MALI



+223 20 29 56 31 / 20 29 56 28



ucao.uuba@gmail.com



Université catholique de l'Afrique de l'Ouest de Bamako



www.ucao-uuba.org



RENTREE

ACADEMIQUE

2022-2023

27 septembre: session de rentrée administrative

4 octobre: Session de rentrée pour les étudiants S3 et S5

3 octobre 2022: Messe d'ouverture de l'année Académique 2022-2023

7 octobre: Test et concours d'entrée Masters Droit, Licence Journalisme et Communication

Mali – Guinée : Une coopération consolidée



Le président de la transition, son excellence le colonel Assimi Goita a reçu cet après-midi, une importante délégation du conseil national de transition de la guinée, conduite par son président, l'honorable dansa Kourouma, à ses côtés, le président du conseil national du mali, l'honorable Malick Diaw. C'était pour transmettre à Son Excellence monsieur le Président de la Transition du Mali, les salutations fraternelles du Président de la Transition de la Guinée, le Colonel Mamady DOUMBOUYA, Chef de l'État, à travers lui, les salutations de tout le peuple frère de Guinée qui suit avec beaucoup d'admiration, et de reconnaissance, signe d'espoir, tout ce qui se passe au Mali a indiqué, l'honorable Dansa KOUROUMA, le Président du Conseil National de Transition, à sa sortie d'audience. L'hôte de marque a loué le travail de transformation sociale, politique et économique qui s'opère actuellement au Mali et rappelé que « l'histoire a fait que nos deux peuples sont les mêmes » et de poursuivre, la Guinée est rentrée dans sa Transition après le Mali, comme dieu sait faire les choses, comme nos destins sont liés, il se trouve aujourd'hui que nos deux pays sont en train de conjuguer les efforts pour résister à l'isolement, conjuguer les efforts pour mutualiser leurs chances de réussite,

conjugés les efforts pour créer l'espoir et donner la prospérité sociale et économique à nos deux peuples.

Nous sommes ici pour réaffirmer à monsieur le Président de la Transition du Mali, l'engagement du CNT de Guinée et du Mali à soutenir leurs actions, c'est-à-dire les actions de nos deux Présidents, les actions de nos deux Gouvernements, en tant qu'organes législatifs qui ont une interaction très solide avec l'exécutif, s'engager aussi à leurs côtés pour consolider leurs pouvoirs, à consolider les actions et celles des deux Gouvernements, en vue de contribuer de manière irréversible au changement des manières de faire, surtout les conditions d'exercice du pouvoir dans nos deux pays. Le plus important, dixit monsieur Dansa KOUROUMA, c'est d'avoir l'opportunité de partager avec monsieur le Président de la transition, les actions initiées, par les deux organes législatifs pour soutenir les réformes futures sur le plan politique, sur le plan social et sur le plan économique et institutionnel, ensuite à collaborer pour la plus grande similitude des actions communes.

Pour conclure, le Président du Conseil National de Transition de la Guinée s'est enfin réjoui des sages conseils de Son Excellence, le Colonel Assimi GOITA, Président de la Transition, Chef

de l'État du Mali dans un langage pragmatique avec l'humilité qui est reconnue de lui par tous les pays africains aujourd'hui.

Il nous a prodigué des conseils d'être et nous avons sollicité monsieur le Président de la Transition des sages conseils parce que quand dieu vous place à la tête d'un État je pense que c'est quelque chose d'important, et vous avez un contact naturellement privilégié avec dieu que les autres, parce que le choix est difficile pour conduire les destinées d'un pays. En amont à cette audience qui conforte les relations de fraternité entre nos deux pays, il convient de rappeler la vitalité de la coopération bilatérale et multilatérale, corroborée par la participation des membres du gouvernement du Mali, à un Conseil des ministres de la Guinée, la présence de Son Excellence le Colonel Mamady DOUMBOUYA aux festivités marquant le 62^e anniversaire de l'Indépendance de notre pays, ensuite la présence d'une forte délégation du Mali à la célébration de l'anniversaire de l'Indépendance de la République de Guinée et plusieurs autres actions similaires.

Présidence de la République du Mali

Coups d'état en Afrique de l'ouest :

“ Le terrorisme a rendu secondaire l'agenda démocratique”, constate le chercheur Francis Laloupo



L'enseignant en relations internationales analyse les récents reculs démocratiques au Burkina Faso, au Mali et en Guinée. Entretien.

Francis Laloupo est l'auteur de *Blues démocratique 1990-2020* publié aux éditions Karthala. Le journaliste et chercheur associé à l'Institut de relations Internationales et stratégiques (IRIS) y analyse, entre autres, “la crise des transitions démocratiques en Afrique”.

La politique ne justifie plus les putschs. Au Mali, et, et au par deux fois récemment, la question sécuritaire a été l'argument avancé par les juntes qui pointent les errements des responsables politiques, sur le plan militaire, dans la lutte contre le jihadisme. Le terrorisme est-il la nouvelle menace qui

pèse sur la démocratie dans la région ?

En tout cas, la question du terrorisme a rendu secondaire l'agenda démocratique, notamment dans le Sahel. Les coups d'État “nouvelle génération” ne s'appuient pas sur un paradigme idéologique, mais essentiellement sur la question sécuritaire. Sauf en Guinée où le putsch a été perpétré contre un dirigeant ayant commis ce que les Guinéens ont considéré comme un coup d'Etat constitutionnel. Ces coups, qui sont qualifiés de salutaires par les populations – on voit bien l'enthousiasme qu'ils suscitent –, sont considérés par elles comme une réponse à l'incapacité d'un président, élu, à satisfaire les promesses de son élection démocratique. Seulement, nous constatons au Mali, en Guinée ou au Burkina Faso, que ces coups s'installent durablement dans le temps. C'est comme si les militaires, qui sont consi-

dérés aujourd'hui comme les acteurs de la rectification démocratique, prenaient finalement la place des oppositions civiles, régulièrement élues, pour mettre en place des régimes qui pourraient devenir des pouvoirs en opposition avec la revendication démocratique. Nous assistons à un basculement !

Pourquoi les coups, qui se multiplient, sont particulièrement concentrés en Afrique de l'Ouest dont beaucoup de pays sont des anciennes colonies françaises ? Y aurait-il un lien de cause à effet ?

L'Afrique de l'Ouest a été considérée, entre 1990 et 2010, comme la région la plus prometteuse en matière d'achèvement démocratique. A contrario de l'Afrique centrale qu'on estimait être le trou noir de la démocratie. Au

passage, il faut relativiser l'observation quand on parle du retour des coups d'Etat sur le continent. Nous ne sommes pas dans un festival de putschs : il y a eu trois coups d'Etat en Afrique de l'Ouest sur une quinzaine de pays concernés. Il faut ajouter qu'ils ont eu lieu dans la région sahélo-saharienne et dans le golfe de Guinée. Sur les 3 coups d'Etat dont nous parlons, deux sont liés à la question sécuritaire, aujourd'hui centrale en Afrique de l'Ouest. Ce qui signifie que le sujet fait non seulement reculer l'agenda démocratique, mais qu'il pourrait aussi conduire à l'instauration de nouveaux régimes autoritaires que j'appelle des "néodictatures" – ni démocratie ni autocratie – notamment dans ces pays. Des régimes qui pourraient, à terme, paralyser le projet démocratique tel que pensé depuis les années 90 (période où de nombreux pays africains se sont tournés vers le multipartisme, NDLR).

Il y a une spécificité des pays francophones. Si on fait le lien entre la question sécuritaire et les coups d'Etat, on se rend compte que dans un pays comme le Nigeria, confronté depuis plusieurs années au fléau terroriste avec Boko Haram, la stabilité politique est la réponse la plus forte que ce pays ait opposé à l'expansion jihadiste. La démocratie nigérienne a fait d'énormes progrès ces vingt dernières années. Quand on sait que le projet des groupes terroristes jihadistes est de détruire les Etats tels que nous les concevons et de les remplacer par leur logiciel, force est de constater que le Nigeria apporte la réponse la plus efficace.

Outre la question sécuritaire, ces coups d'Etat ont une autre caractéristique : la joie et le soutien qu'ils suscitent chez les populations, surtout les jeunes...

Cet enthousiasme est symptomatique de la grande désespérance de ces populations, déçues par des régimes civils qui n'ont pas su tenir leurs promesses démocratiques, économiques et sociales. Par ailleurs, il y a eu un rendez-vous manqué au cours des trente dernières années, c'est celui de la transmission entre générations. Qu'a-t-on transmis du souvenir de la conquête de la démocratie, advenue au début des années 90, aux jeunes qui ont aujourd'hui entre 20 et 30 ans et qui applaudissent ces coups ? Est-ce qu'il y a eu une pé-

dagogie de la démocratie ? Est-ce qu'il y a eu un renforcement de l'éducation civique ? Est-ce que l'ancrage démocratique a été assumé en tant que projet historique ? Cela l'a été dans certains pays comme le Cap-Vert, le Ghana ou encore le Nigeria, et dans d'autres pays en Afrique australe.

Nous assistons aujourd'hui avec ces coups d'Etat à l'émergence d'une sorte de chaos politique qui se distingue, entre autres, par la montée d'un populisme spécifiquement africain mâtiné d'esprit de revanche historique qui suscite de nouvelles passions au sein de la jeunesse. Cette dernière trouve dans ces discours, sans projet politique réel d'ailleurs, l'occasion de refaire une révolution qui repose davantage sur des fantasmes que des faits avérés.

Comment expliquer l'émergence de cette rhétorique anti-française dans ces pays politiquement instables ?

Il y a des raisons profondes à ce que la France soit fustigée dans les rues de Bamako et de Ouagadougou, où même ailleurs. Ce sentiment anti-français résulte de tous ces comptes mal soldés de la colonisation. Mais tout cela est bien sûr instrumentalisé. Il faut prendre en compte la guerre d'information décomplexée, engagée par la Russie depuis plusieurs années, contre ce qu'elle appelle l'Occident. Une guerre anti-Occident à laquelle elle veut associer des partenaires africains. A cela s'ajoute un projet économique parfaitement exécuté par le groupe Wagner qui oscille entre sécurité et exploitation de ressources naturelles et mi-

nières de certains pays africains.

L'agenda russe de la Russie de Vladimir Poutine est très clair aujourd'hui. En comparaison, l'agenda africain est du coup beaucoup plus flou. Il ne s'agit pas de manière incantatoire d'en appeler à la Russie pour juste combattre le souvenir de l'impérialisme français. Il faut surtout que les Africains puissent clairement déterminer quels sont les avantages qu'ils tirent de leurs partenariats, quels qu'ils soient.

Pourquoi la propagande russe est-elle si efficace dans ces pays auprès des jeunes, qui n'ont pas toujours l'éducation citoyenne appropriée, mais également auprès de certains intellectuels ?

La Russie exploite toutes les faiblesses de ses adversaires occidentaux. Moscou exploite aussi ce que vous évoquez, c'est-à-dire un déficit assez important d'éducation des populations qui les rend plus perméables à une guerre informationnelle assez grossière. Quand on voit les arguments qui sont déversés en Centrafrique ou au Mali par les agents de la communication de Wagner, on se demande comment des populations peuvent reprendre cela à leur compte, au point d'aller manifester. Là où l'affaire devient plus compliquée, c'est quand des acteurs africains, qui sont plus armés intellectuellement, se font le relais d'un tel mécanisme pour servir des agendas politiques nationaux suspects qui ne servent en rien les intérêts des populations.

Source: francetvinfo



Entretien de la place Sankoré de Tombouctou : Les casques bleus au service de la cohésion sociale

La place de la mosquée de Sankoré accueille chaque année une tradition tombouctienne : la célébration du Maouloud, anniversaire de la naissance du prophète Mahomet. Pour l'édition 2022, à la demande de l'Association des Ressortissants pour le Développement du Cercle de Tombouctou (ARDCT), la Force de la MINUSMA effectuée depuis le 26 septembre des travaux d'entretien et de nettoyage de cette place en pré-lude du Maouloud.

Joyau du patrimoine culturel ancestral du Mali, la mosquée Sankoré a été construite entre 1325 et 1327, sous le règne de l'empereur Kankou MOUSSA, puis restaurée par l'Imam Al Aqib entre 1578 et 1582. Ce dernier fit démolir le sanctuaire et le reconstruisit en lui donnant les dimensions de la Kaaba de La Mecque. Cette mosquée est classée au patrimoine mondial de l'UNESCO depuis 1988. Lors de la célébration du Maouloud, durant

plus de sept jours, Tombouctou, la cité des 333 saints, devient un point de convergence de plusieurs communautés venues de tout le Mali, un facteur de cohésion pour celles et ceux attachés aux rituels sacrés de l'islam. « Nous nous réjouissons du fait que la MINUSMA est toujours mobilisée aux côtés de nos populations pour la réussite des activités communautaires et culturelles, qui sont de véritables symboles de notre cohésion sociale, » a déclaré Boubacar Mahamane MAIGA, habitant de



Tombouctou.

Tombouctou peut compter sur les Casques bleus

À quelques jours de cet important événement, prévu du 8 au 15 octobre 2022, les Casques bleus du Génie militaire du contingent ghanéen de la MINUSMA ont investi la place Sankoré. Avec d'importants moyens logistiques, ils ont effectué des aménagements afin d'accueillir dans les meilleures conditions les nombreux participants attendus. Les monticules de sable et d'argile servant aux constructions et qui obstruaient le passage sur la place ont été déblayés, les fosses remblayées et le sol nivelé, afin que les fidèles puissent s'y installer le jour-J pour prier et faire des bénédictions.

« La MINUSMA est un partenaire du Mali et est au service de la paix. Le contingent ghanéen est engagé à apporter son appui aux habitants de Tombouctou et à contribuer aux efforts de consolidation de la paix ainsi que du vivre-ensemble entre communautés maliennes » a déclaré le Lieutenant-Colonel Eddie Poku, Commandant de la Compagnie d'ingénieurs du Ghana.

La Compagnie du Génie du Ghana est déployée au sein de la MINUSMA depuis 2013. La dixième rotation, est arrivée à Tombouctou en deux vagues : la première en février et la seconde en août 2022. Les éléments de son Génie contribuent non seulement à la mise en œuvre du Mandat de la Mission mais apportent aussi un soutien non négligeable aux autorités locales au travers de la réalisation de certaines activités nécessitant des gros moyens logistiques.

Les 20 et 21 septembre 2022, le bureau régional de la MINUSMA avait appuyé les autorités régionales dans l'assainissement de la commune urbaine de Tombouctou. Le Génie du contingent ghanéen avait été mis à contribution pour le nettoyage des artères principales de la ville, en pré-lude aux célébrations du 22 septembre, fête nationale du Mali.

Plus récemment le 30 septembre, une journée de salubrité a été organisée à l'aéroport de Tombouctou afin de maintenir un environnement propre et permettre un trafic aérien plus sûr à travers notamment le nettoyage des pistes d'atterrissage.

Source : MINUSMA



L'utilisation de fontaine d'eau, pour un environnement protégé

Savez-vous qu'au Mali, chaque année, des millions de litres d'eau en bouteille sont consommés ? Ce qui représente des millions de bouteilles en plastique à usage unique utilisées et jetées quotidiennement. Un gâchis immense, quand on sait que moins d'une bouteille sur deux est recyclée...

Le plastique à usage unique, une menace pour l'environnement et notre santé

Tout sauf écologiques, les bouteilles en plastique jetable multiplient les mauvais points : production coûteuse (avec des matières premières comme les dérivés du pétrole), importante consommation d'énergie et forte émission de CO₂ liée au transport (souvent des centaines de kilomètres après remplissage). Une fois utilisée, la bouteille est souvent peu réemployée ; elle devient alors un déchet plastique, inutile, polluant. Celles qui finissent d'ailleurs dans la nature s'y décomposent avec une lenteur désespérante : il faudrait près de 450 ans à une bouteille en PET (polyéthylène téréphtalate, principal matériau composant des bouteilles d'eau minérale) pour totalement disparaître ! Et des centaines de milliers de particules plastiques flotteraient à l'heure actuelle à la surface de nos champs, de nos fleuves, rivières et lacs.

Les solutions de fontaines à eau pour les domiciles et les bureaux

: une piste pour réduire sa consommation de plastique à usage unique

Chaque geste compte ! Pour éviter au maximum de trop consommer de plastique inutile, il existe quelques règles simples – et pleines de bon sens.

Une famille de 5 personnes, utiliserait 10 Litres d'eau de boissons par jour soit 20 bouteilles en plastiques quotidiennement, 600 bouteilles mensuellement et (600 X 12) = 7200 bouteilles annuellement à jeter dans la nature pour une seule famille. Si 10% des familles de Bamako consommaient de l'eau minérale

en petites bouteilles, alors nous aurons 7200 bouteilles X 39527 familles soient 284 596 000 bouteilles dans la nature.

L'usage de fontaine d'eau à bonbonnes rechargeables par une famille de cinq personnes, vous évite l'utilisation de quelques 7000 bouteilles plastiques à usage unique par an !

L'eau minéralisée en bonbonnes rechargeables : le geste pour préserver l'environnement

Boire de l'eau minéralisée en bonbonnes rechargeables, c'est la solution qui a tout de bon ! Mieux préservés, ils consomment moins d'énergie et affichent une durée de vie optimisée !

Utiliser une fontaine à eau en famille ne se résume pas à boire pur et sain : c'est aussi participer aux grands défis environnementaux d'aujourd'hui !



Burkina : L'attaque de Gaskindé, catalyseur du coup d'État

Sa voix forte et assurée devient fluette à l'heure de raconter ce qu'il s'est passé sur la route nationale 22 au niveau de Gaskindé, dans le nord du Burkina Faso en guerre, le 26 septembre, lors de l'attaque d'un convoi de dizaines de camions chargés de vivres. Aziz, dont le prénom a été modifié pour sa sécurité, était au volant de son camion chargé de riz et de sorgho à l'arrière d'un convoi de 207 véhicules, sécurisé par des soldats, quand les tirs ont crépité.

L'attaque, revendiquée par Al-Qaïda, a officiellement fait 37 victimes, dont 27 militaires. 70 conducteurs de camions restent disparus, selon leur syndicat. Enième attaque dans une région du Sahel meurtrie depuis dix ans par la violence jihadiste, Gaskindé est un nouveau symbole de l'impuissance des Etats à contrôler leurs campagnes reculées et sécuriser leurs populations. Cinq jours plus tard, un putsch militaire, le cinquième en deux ans dans la région, balayait le pouvoir en place à Ouagadougou. Les témoignages recueillis par l'AFP racontent l'incurie de l'armée et le quotidien des civils pris entre les feux de la guerre. Les camions étaient partis de Ouagadougou à destination de Djibo, l'une des principales villes du nord du Burkina, soumise depuis dix-huit mois à un blocus jihadiste. Pour imposer leur présence et leur loi, les jihadistes ont maintes fois éprouvé la stratégie du blocus pour soumettre les populations rurales. Au Mali voisin, de nombreux villages ont dû courber l'échine.

"Débandade"

A Djibo, où vivent environ 300.000 personnes dont une majorité de déplacés, cela fait deux ans que la pression s'accroît. La population a plus que triplé avec les arrivées de déplacés. Les militaires burkinabè, parfois assistés par les forces spéciales françaises, ont épisodiquement tenté de rompre le blocus. Pour éviter la famine qui guette en ville où presque plus aucune denrée n'entre ou ne sort,

l'armée a entrepris de sécuriser de longs convois de ravitaillement. A celui de la fin septembre s'étaient greffés, raconte Aziz, des dizaines de commerçants et d'autres civils.

Une première mine a été découverte et évitée sur la route, raconte un militaire gradé présent dans le convoi. Quelques tirs de harcèlement ont ponctué le début du trajet. Mais tout a basculé en quelques secondes au niveau de Gaskindé, à 15h00 (locales et GMT). "Je n'ai jamais vu une attaque de cette envergure", raconte le militaire. Il décrit les mitrailleuses lourdes montées sur des pick-ups, les dizaines de motos. "Ca a duré plusieurs heures, on a essayé de sortir les civils mais on était débordés, sans soutien aérien", dit-il. "Ils avaient une puissance de feu largement supérieure". "C'était le sauve qui peut, la débandade", raconte de son côté Rabo Brahim, président de l'Union des chauffeurs routiers du Burkina (UCRB). Une frappe de drone a "évitée que plus de gens meurent", affirme le militaire, mais sur laquelle rien n'a officiellement filtré.

En fin de convoi, Aziz, apeuré, fait demi-tour et rallie la première ville. Un autre chauffeur, en tête de convoi, n'a pas eu cette chance. Il raconte à l'AFP avoir passé plus de quatre heures dans les broussailles, vu des hommes tomber sous les balles, et marché 27km jusqu'à une localité où il est arrivé vers 18h. Son camion a été brûlé par les assaillants comme plus de cent autres.

Les vidéos prises par des chauffeurs et d'au-

tres civils rescapés, montrent une longue colonne de feu sur la nationale 22. Seuls 70 des 207 camions ont pu être sauvés, selon M. Rabo.

"Abattoir" -

L'affaire fait vite grand bruit à Ouagadougou. Un premier bilan fait état de 11 morts et 50 disparus. Il évolue rapidement. La presse s'interroge et le débat gronde: est-ce une défaillance militaire? Pourquoi un hélicoptère de soutien a fait demi-tour au début de l'attaque? Le consultant en sécurité Mahamoudou Savadogo et une source militaire affirment que certains militaires avaient exprimé leur désaccord au départ de ce convoi. L'attaque, selon lui, a été "la goutte d'eau qui a fait déborder le vase" au Burkina, où le lieutenant-colonel Paul-Henri Sandaogo Damiba renversé, avait promis lors de son coup d'Etat en janvier de reprendre l'ascendant sur les jihadistes.

Envoyer "un tel convoi" sur "l'axe de la mort" qu'est la route reliant Djibo, était comme "envoyer les hommes à l'abattoir", selon le consultant. Le capitaine Ibrahim Traoré a en partie justifié son putsch par la "dégradation sécuritaire continue". Djibo a été ravitaillé depuis par l'armée en hélicoptère: 70 tonnes de nourriture y ont été acheminées pour pallier l'urgence. Le dernier convoi arrivé à Djibo date de début septembre. Sur le chemin du retour, un car de civils avait explosé sur une mine artisanale, tuant 35 civils. Vendredi, une cérémonie de décoration à titre posthume et d'inhumation des militaires tombés à Gaskindé a été annoncée à Ouagadougou. "Et nous les civils, aura-t-on une aide et une reconnaissance de l'Etat?", s'interroge un chauffeur.

AFP



Politique : L'homme le plus riche du Lesotho veut devenir Premier ministre



Il pourrait créer la surprise au Lesotho : le millionnaire Sam Matekane, qui a fait fortune dans les mines de diamants et considéré comme l'homme le plus riche du petit royaume africain, est parmi les favoris dans la course pour le poste de Premier ministre.

La monarchie constitutionnelle de 2,2 millions d'habitants où le roi n'a pas de pouvoir, enclavée dans le territoire sud-africain, tient vendredi des élections législatives à l'issue incertaine qui aboutiront à la désignation d'un nouveau chef de gouvernement.

Le pays a une longue histoire d'instabilité politique et les Premiers ministres des dix dernières années ont systématiquement été chassés avant la fin de leur mandat.

"Tous ces gouvernements qui se sont succédé, nous les avons épaulés" financièrement, raconte l'homme d'affaires trapu de 64 ans, cheveux ras et fine moustache, qui reçoit l'AFP à Maseru. "Mais nous avons réalisé que nous devons prendre les choses en main".

Parti de rien en se lançant à 22 ans dans l'élevage d'ânes, il compte réussir en politique avec la ferme conviction que diriger un gouvernement n'est pas bien différent de diriger une entreprise.

Son objectif, une victoire écrasante au scrutin et aucune alliance: "Je veux y aller seul", dit le tout nouvel homme politique au sourire

charmeur.

Fan des courses de moto, il aime aller vite: son parti baptisé "Révolution pour la prospérité" à été lancé à peine six mois avant le scrutin. Il a recruté en quelques semaines des ex-ministres, un ancien gouverneur de la Banque centrale et de riches hommes d'affaires.

"Sauver le pays"

Dans ses bureaux un brin pompeux, au 6^e étage d'un immeuble de la somnolente capitale, se croise du beau monde: des observateurs internationaux dans le pays pour les élections ou encore l'ancienne présidente de la Cour constitutionnelle.

Sur un bout de pelouse, une hélisurface. Il doit se rendre dans sa circonscription dans la journée. "Deux heures de route mais 30 minutes en hélicoptère", explique son chauffeur privé. Ses axes sont simples: relancer l'économie dans un pays parmi les plus pauvres de la planète rongé par le chômage et la pauvreté, venir à bout de la dette publique. Il ne s'attarde pas sur les détails, ni la méthode.

"Notre pays est en train de sombrer: nous, les hommes d'affaires, nous devons le sauver", dit le candidat qui manque d'une certaine éloquence lorsqu'il s'agit de politique.

L'ancien gardien de troupeau, issu d'une modeste famille de paysans des hauts-plateaux, dans le centre du pays surnommé "le royaume dans le ciel", est plus à l'aise pour les blagues familières et affiche une richesse décomplexée, même s'il refuse de donner le montant de sa fortune.

Dans le petit pays, ils sont nombreux à dire franchement ne pas apprécier le personnage, admettant toutefois à contre-cœur qu'il a de bonnes chances de faire partie de la prochaine coalition gouvernementale.

Né le 15 mars 1958 dans le village de Mantsonyane (centre), M. Matekane est le septième d'une famille de quatorze enfants.

Passé par des écoles catholiques, il a gagné en popularité dans le pays en construisant des écoles, un stade ou encore un théâtre. Il finance des bourses d'études et sponsorise la fédération nationale de foot. Pendant la pandémie de coronavirus, il a participé à l'achat de vaccins.

A la tête d'une myriade d'entreprises rassemblées sous l'entité Matekane Group of Companies (MGC), il dirige une compagnie exploitant la mine de Letseng où le 5^e plus gros diamant du monde (910 carats) a été découvert en 2018.

AFP

Début de diabolisation du Burkina Faso : Mise en garde des USA contre une alliance avec Wagner

Dans notre parution d'hier, nous indiquions que le capitaine Ibrahim Traoré du Burkina Faso avait deux choix : s'assumer et agir dans l'intérêt de son peuple et être combattu par la communauté internationale ; ou agir en bon sous-préfet de la communauté internationale et être chassé par sa population. Il semble que, pour avoir été salué par le patron de Wagner, le nouvel homme fort du Burkina Faso reçoit une « mise en garde » des États-Unis.



Le capitaine Traoré Ibrahim a été salué, aux lendemains de son coup d'État contre Damiba, par le patron du groupe de sécurité privé russe, Evguéni Prigojine. Ce dernier a écrit sur les réseaux sociaux que le renversement de Damiba était « nécessaire pour le bien » de la population du Burkina Faso. Dans son message, il a jeté des pierres dans le jardin des Européens en indiquant que « **jusqu'en janvier dernier, le peuple du Burkina Faso était sous le joug des colonialistes qui pillaient le peuple** ».

Cette sortie du patron de Wagner intervient dans un contexte de déception et de ressentiment populaire au Burkina Faso contre la France, dont l'Ambassade a été l'objet de violences au cours des événements du 30 Septembre et 1er octobre. Dans les rues de Ouagadougou, les manifestaient scandaient

des drapeaux russes. Histoire de revendiquer un alignement de la stratégie burkinabè sur celle du Mali : autrement dit, un partenariat avec les russes. En attendant, le dernier mot revient aux nouvelles autorités.

Quand les États-Unis partent vite en besogne

Aussi, là où on n'espérait la réaction de la France dont les intérêts sont menacés, ce sont les États-Unis qui font des mises en garde à l'endroit des autorités burkinabè. Des mises en garde aux relents de menace contre un État souverain.

En effet, le pays de Biden a mis en garde le capitaine Traoré contre les risques d'une alliance avec Wagner. Face à la presse, selon nos confrères de Jeune Afrique, un porte-pa-

role du département d'État américain, Vedant, a déclaré : « **Les pays où le groupe (Wagner) a été déployé se retrouvent affaiblis et moins sûrs, et nous avons constaté cela dans plusieurs cas rien qu'en Afrique** ». Il a ajouté que les États-Unis condamnent « toute tentative d'empirer la situation actuelle au Burkina Faso, et nous encourageons fortement le nouveau gouvernement de transition à se conformer au calendrier convenu pour un retour à un gouvernement civil démocratiquement élu ». Cette menace freinera-t-elle la volonté du capitaine Ibrahim Traoré d'aller vers la diversification des partenaires ? Le futur nous le dira.

Anguimé Ansama

Casemiro : Son enfer à Man United à cause de Cristiano Ronaldo

Casemiro ne vit pas les plus beaux jours de sa riche carrière en Angleterre malgré le fait d'avoir été transféré en provenance du Real Madrid pour une grosse somme.

Véritable idole du Real Madrid, après avoir tout raflé pendant près de 10 ans en compagnie de ses acolytes Toni Kroos et Luka Modric, Casemiro ne coule pas des jours heureux chez les Red Devils. La faute

à Erik Ten Hag, qui, à l'instar de sa gestion de Cristiano Ronaldo, ne lui fait jouer que des bouts de matches.

Le milieu brésilien n'a été titularisé que face à la Real Sociedad le 8 septembre en Ligue Eu-

ropa (0-1) et n'a débuté qu'un seul des six matches qu'il a disputé.

« Je me demande quel impact cela a sur quelqu'un comme lui, se demande Rio Ferdinand. Il doit se dire : « Je suis heureux d'être ici, mais je me sens un peu méprisé, vu ce que j'ai accompli ». Je serais surpris qu'il ne se sente pas comme ça. »

Mais, aux dernières nouvelles, l'ancienne gloire du Real Madrid devrait débiter contre Everton le week-end prochain. Ce serait alors la première titularisation de Casemiro en Premier League.

Source : Afrique Sports





Bélier (21 mars - 19 avril)

Du côté de vos activités, tout devrait bien se dérouler, en dépit de quelques moments de tensions pendant lesquels vous n'hésitez pas à exprimer ouvertement votre dépit. Ce sera dommage, car on interprétera votre attitude comme un manque de motivation.

Vous aurez des adaptations budgétaires à prévoir, car votre secteur financier se retrouvera en zone instable. Difficultés à régler échéance, erreur de gestion ou débordements, vous devrez rester prudent et veiller sérieusement à votre gestion.



Taureau (20 avril - 19 mai)

L'aspect entre la Lune et Uranus est excellent pour les démarches en vue d'un nouveau job. Si vous cherchez du travail ou si vous souhaitez changer de poste, comptez sur les astres pour doper votre créativité. Vous saurez marquer des points par une originale inventivité.

Vous devrez restreindre les dépenses de loisir si vous voulez pouvoir mettre de côté quelques euros en vue d'un projet à venir. Vous avez tendance à vous faire plaisir quand ça vous chante, mais entre vous faire des cadeaux et économiser, il faudra que vous choisissiez.



Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Vous êtes très insatisfait de la situation professionnelle actuelle. Elle vous donne l'impression d'être la dernière roue du carrosse. Vous pouvez éprouver de la frustration et un sentiment d'ingratitude. Un changement de travail est la voie du salut.

Des efforts sont encore à faire, car le budget reste insuffisant. Vous devez calculer au plus près les frais liés à votre train de vie et votre trésorerie dédiée aux loisirs. Du bon sens et un peu de frustration pourraient vous aider à passer ce cap financier.



Cancer (21 juin - 21 juillet)

Vous ferez un sacré bond en avant et vous aurez de vraies chances de progresser et de renforcer votre efficacité professionnelle. À la recherche d'un emploi, exprimez des propositions, faites jouer vos réseaux, vous obtiendrez des retours intéressants.

Vous devrez suivre les contraintes de Mercure et pas question de dépenser sans compter. Elle sera douée pour accélérer vos rentrées d'argent, vous indiquer de bonnes affaires ou vous montrer comment mieux vivre avec les moyens dont vous disposerez.



Lion (22 juillet - 23 août)

Un supérieur hiérarchique vous fait confiance et vous donne l'occasion de saisir une opportunité. Cette nouvelle peut vous déstabiliser aussi, car vous n'êtes pas tout à fait prêt. Faites-vous confiance tout en réfléchissant vite face à ce choix inédit.

Ce n'est pas l'ambiance des économies, mais avec du bon sens vous pourriez freiner votre dilapidation du salaire. Ce dernier part aussitôt qu'il entre dans différentes destinations et spécialement dans les loisirs. Des joies actuelles peuvent causer des frais.



Vierge (23 août - 23 septembre)

Ne vous énervez pas si des réponses tardent à arriver. Vérifiez que les mails sont bien envoyés et pas coincés dans les brouillons par exemple. Mercure perturbe les échanges et ralentit le tempo. Ne le laissez pas oeuvrer et redoublez de vigilance.

Ce domaine va vous obliger à la patience. Vous attendez un remboursement depuis un moment déjà et malgré les relances, vous devrez patienter encore un peu. Certes, vous avez besoin de cet argent, mais vous énerver ne fera pas avancer les choses plus vite.



Balance (23 septembre - 22 octobre)

La carrière professionnelle apporte des désagréments et vous devez vous montrer très patient. Votre évolution dépend d'un concours de circonstances. La vie vous propose de remplacer une personne qui part du service. Cet imprévu tombe à point nommé.

Les jours se suivent et se ressemblent. Des frais importants concernent des factures et des paiements obligatoires. Vous devez garder une trésorerie pour les règlements utiles et peu investir peu dans les loisirs et la frustration semble inévitable.



Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Un collègue vous mènera la vie dure. Il guettera un faux pas dans l'espoir de prendre votre place. Accrochages verbaux, malentendus ou absence totale de communication compliqueront sérieusement les choses, mais vous ne baisserez certainement pas les bras.

Cette proposition ne vous dira rien qui vaille. Vous serez surtout frileux à l'idée d'investir ou d'acheter quelque chose, car vous aurez besoin de grossir votre bas de laine pour vous sentir bien. Louper une opportunité ne vous viendra pas à l'esprit.



Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Des changements importants risquent de vous placer dans une situation inconfortable. Uranus bouscule les habitudes. L'organisation établie n'a plus lieu d'être. On vous demande de vous adapter. Ça coince ! Mars et Mercure en carré à Uranus vous rendent mordant...

Saturne et Neptune vous aident à faire fructifier vos affaires ou vos revenus ou encore de choisir le bon placement. Vous aurez du flair ! Résistez à la poussée dépendante que risque de vous envoyer Jupiter et tout ira bien !



Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

C'est dans votre coin, loin du bruit et de l'agitation que vous pourrez vous concentrer pour avancer avec efficacité sur ce que vous avez à faire. Si vous travaillez de chez vous, isolez-vous par exemple en installant un coin bureau dans votre chambre.

Côté financier le climat s'annonce agréable. Vous n'êtes pas à l'abri d'une bonne surprise aujourd'hui. Ça pourra être le fait de profiter d'une grosse ristourne sur un achat impératif ou de voir une somme arriver sur votre compte. En tout cas, ça permettra de garder votre budget à flot.



Verseau (20 janvier - 19 février)

Des contacts avec vos collaborateurs sont en train de se transformer. Un appui d'un collègue a la possibilité de vous ouvrir des portes. Un choix crucial est en cours. N'écoutez pas la peur de l'échec, car elle pourrait empêcher une bonne coopération.

Des efforts sont à faire pour ne pas céder aux achats. Ces derniers peuvent impliquer la décoration de la maison ou bien de changer de tenue vestimentaire. Uranus en Taureau vous entraîne vers des dépenses très imprévisibles ou liées aux technologies.



Poisson (19 février - 21 mars)

Vos rendez-vous et les dossiers vont s'enchaîner à flux tendu. Des tensions relationnelles, des critiques ou des polémiques pourraient bien vous compliquer la tâche. Dans votre intérêt, essayez de ne pas surenchérir et préférez une attitude abordable.

Un peu de prudence sera la bienvenue, car si la chance sera sur votre chemin, une certaine insouciance pourrait occulter des réalités importantes. Ainsi prévenu, vous aurez la possibilité de réagir à temps, surtout si vous avez fait de mauvais choix.



L'information est l'oxygène des temps modernes

Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS

Pour tous renseignements, abonnements, reportages, publicités, annonces ...
n'hésitez pas, contactez nous au :

70 44 22 23